



Les  
Producteurs  
de lait  
du Québec

*Réplique des Producteurs de lait du Québec à la note de l'Institut économique de Montréal, publiée par La Presse + le 1<sup>er</sup> juin 2017.*

*Cette réplique a été publiée par Le Huffington Post le 4 juin 2017:*  
[http://quebec.huffingtonpost.ca/genevieve-rainville/gestion-offre-interet\\_b\\_16926870.html](http://quebec.huffingtonpost.ca/genevieve-rainville/gestion-offre-interet_b_16926870.html)

---

## **Abolir la gestion de l'offre, dans quel intérêt?**

Une nouvelle note de l'Institut économique de Montréal (IEDM) publiée le 1<sup>er</sup> juin propose à l'État de verser 13 milliards de dollars de la poche des contribuables aux producteurs laitiers et avicoles pour racheter leurs quotas et abolir la gestion de l'offre. L'IEDM estime que cette déréglementation ferait économiser 6 milliards de dollars par an aux consommateurs canadiens et ne calcule aucun impact négatif pour l'économie et le secteur laitier canadiens. Les auteurs portent des lunettes roses.

Le premier problème avec les calculs de l'IEDM, c'est le manque de rigueur. La comparaison des prix du lait canadien et américain en est l'exemple patent. La source de l'IEDM pour le prix canadien est Statistique Canada, une source crédible, mais qui ne recense que le prix du lait entier, en format d'un litre. Or, c'est le format le moins vendu au pays, avec à peine 1 % des ventes. C'est aussi, comme par hasard, le format le plus cher : en moyenne 2,47 \$ le litre. Pour les États-Unis, l'IEDM a choisi, comme par hasard, le prix du format le moins cher, le gallon, dans une sous-région du pays, le Midwest, où il est très bas, à 0,92 \$ le litre.

Si l'on compare des pommes avec des pommes, l'écart fond comme neige au soleil. Le prix moyen du format 4 litres de lait entier, pour tout le Canada<sup>1</sup>, ramené au litre, est de 1,43 \$. Celui du gallon de lait entier pour l'ensemble des États-Unis<sup>2</sup>, ramené au litre, est de 1,11 \$. Une différence de prix comparable à celle observée pour une foule de produits canadiens – aliments, vêtements, appareils électroniques, automobiles – qui ne sont pas sous gestion de l'offre.

L'IEDM présume que la déréglementation et l'ouverture du marché effaceront les écarts de prix entre le Canada et les États-Unis. Rien n'est moins sûr. Tous les autres maillons entre le producteur et le consommateur contribuent à cet écart. Les mesures sociales, la

---

<sup>1</sup> Données des ventes au détail de la société Nielsen pour la période retenue par l'IEDM.

<sup>2</sup> Même source que l'IEDM, mais pour l'ensemble des États-Unis.

taille du marché, la fiscalité, la densité de population sont autant de facteurs qui entrent aussi en ligne de compte. L'abolition de la gestion de l'offre n'y changera rien.

En plus d'avoir surestimé les gains et de les avoir tenus pour acquis, l'IEDM ne comptabilise aucun impact négatif de sa proposition. Une étude du Boston Consulting Group, rendue publique en 2015, estimait pourtant que l'abandon de la gestion de l'offre ferait disparaître jusqu'à 50 % des fermes laitières, menacerait 24 000 emplois et causerait une perte nette de 2,1 à 3,5 milliards de dollars au PIB canadien.

Malgré l'appui des subventions du Farm Bill américain et de la Politique agricole commune, les producteurs de lait américains et européens sont plongés dans une crise qui ne finit plus depuis deux ans. Les Australiens ont déréglementé leur secteur laitier en 2000 et ont perdu depuis 53 % de leurs fermes laitières. La valeur de leurs exportations a chuté de 24 % et leur production laitière, de 12 %. C'est dans ce borborygme que l'IEDM propose de nous enfoncer.

Pour ne pas perdre un secteur laitier qui génère actuellement au Canada 221 000 emplois, 20 milliards de dollars au PIB et 3,8 milliards de dollars de retombées fiscales, sans subventions, ce sont des milliards en soutien du revenu que les contribuables devraient verser, en plus des quelque 13 milliards de dollars que l'IEDM propose de verser pour dédommager les producteurs. Un marché de dupes!

Tous les partis politiques fédéraux et québécois appuient la gestion de l'offre. Deux récents sondages, un d'Abacus Data et un de la firme Campaign Research, démontrent que plus du trois quarts des Canadiens et des Québécois appuient la gestion de l'offre, parce qu'ils ont bien compris, eux, les avantages de ce modèle.

Je ne prétendrai pas à l'impartialité. Je travaille pour les producteurs de lait du Québec, qui ont tout intérêt à maintenir un modèle qui leur offre un juste revenu tout en maintenant une production locale de grande qualité, le dynamisme de nos régions et l'occupation du territoire.

Pour quels intérêts travaille donc l'IEDM? Son statut d'organisme de bienfaisance lui permet de délivrer des reçus fiscaux à ses donateurs anonymes. Personne ne croira qu'elle œuvre pour le bien public avec des propositions aussi mal fondées.

Geneviève Rainville  
Directrice, recherche économique  
Les Producteurs de lait du Québec